



Gouvernance des universités : le règne du marché, la communauté ignorée

Montréal, 11 septembre 2008 – L'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSE), appuyée par un grand nombre d'organismes représentant plusieurs milliers de personnes, manifeste sa vive opposition au projet de loi de la ministre Courchesne concernant la gouvernance des universités. Ce projet de loi exigerait, entre autres, que les deux tiers des membres des conseils d'administration des universités soient des personnes externes au milieu universitaire, ce qui aura des conséquences néfastes sur les bases mêmes de la démocratie universitaire. Nous revendiquons une démocratisation des instances décisionnelles et académiques au sein des établissements d'enseignement, et ce, dans une perspective de réappropriation des services publics.

Tout d'abord, ce projet du Parti Libéral vient cautionner l'influence de plus en plus marquée des intérêts marchands dans les institutions scolaires publiques, et ce, au détriment des intérêts de la communauté universitaire. Les membres externes, souvent issu-e-s du milieu des affaires et des finances, ne sont pas habilité-e-s à gérer un milieu universitaire qu'ils et elles ne connaissent pas et ne fréquentent pas. C'est plutôt à celles et ceux qui vivent l'université au jour le jour d'orienter ses destinées. Selon nous, seul-e-s les professeur-e-s, chargé-e-s de cours, étudiants et étudiantes et employé-e-s de soutien sont aptes à gérer les universités en fonction des besoins du milieu. C'est seulement ainsi que l'on pourra véritablement démocratiser la gestion de nos universités.

En effet, les entreprises privées présentes sur les CA des universités font avant tout la promotion de leurs propres intérêts financiers ainsi que l'arrimage de l'éducation au marché, et non celle de « principes de gouvernance reconnus » comme le prétend le ministre. Aucune limite ne semble se dresser contre sa volonté de commercialiser le savoir. Selon Marie-Ève Ruel, secrétaire aux communications de l'ASSE, « si le gouvernement veut vraiment contribuer au développement des universités, tout en impliquant les entreprises privées, ce doit être par une véritable imposition fiscale de ces entreprises, et non pas en leur permettant de s'ingérer dans les conseils d'administration ».

Très récemment, la présence d'acteurs et d'actrices socio-économiques sur les CA n'a pas eu que du bon. En effet, le manque de vigilance et l'inaction des membres socio-

économiques sont en bonne partie responsables de la descente aux enfers de l'UQAM. En effet, à l'UQAM, tout le monde se rappelle que seule la communauté interne, soit les professeur-e-s, les employé-e-s de soutien et les étudiantes et étudiants, s'étaient prononcé-e-s contre le projet de l'Îlot Voyageur. En définitive, si Mme Courchesne veut une meilleure gestion des universités, elle devrait plutôt s'assurer qu'il y ait une bonne imputabilité du CA à la communauté. Cela implique, à l'inverse de la volonté actuelle, un nombre accru de représentants et représentantes internes. Ces personnes sont les seules directement concernées par la bonne santé financière et démocratique de leur institution.

Seule association étudiante nationale comprenant des membres de tous les cycles d'enseignement supérieur confondus, l'ASSÉ regroupe actuellement plus de 42 000 membres dans les cégeps et les universités du Québec. Elle milite depuis sa création pour la gratuité scolaire à tous les niveaux.

- 30 -

Les organisations suivantes soutiennent le présent communiqué :

- Association générale des étudiantes de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke(AGEFLESH) (1900 membres)
- Association facultaire de Langue et Communications de l'UQAM (AFELLC) (3720 membres)
- Association étudiante du Secteur des sciences de l'UQAM (AESS) (3200)
- Association facultaire des ÉtudiantEs en Arts de l'UQAM (AFEA) (4045 membres)
- Association facultaire étudiante de science politique et droit de l'UQAM (AFESPED) (2260 membres)
- Regroupement des étudiantes et des étudiants de maîtrise, de diplôme et de doctorat de l'Université de Sherbrooke (REMDUS) (5300 membres)
- Syndicat des employé-e-s étudiant-e-s de l'UQAM, (SÉtuE)

Renseignements :

Marie-Ève Ruel, Secrétaire aux communications (514) 883-9221

Bureau de l'ASSÉ : (514) 390-0110, site Internet : www.asse-solidarite.qc.ca